



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 24 mars 2004

7754/04

COPEN 35
EJN 17
EUROJUST 20

NOTE DE TRANSMISSION

Émetteur : M. Luc FRIEDEN, Ministre de la Justice, Grand-Duché de Luxembourg
Date de réception : 24 mars 2004
Destinataire : M. Charles ELSÉN, Directeur général de la DG H, Secrétariat Général du Conseil
Objet: Mise en œuvre du Mandat d'arrêt européen - Notifications et déclarations du
Grand-Duché de Luxembourg

Monsieur le Directeur Général,

Je vous prie de trouver en annexe les notifications et déclarations faites par le Luxembourg conformément à la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres et à la loi du 17 mars 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

Je joins également à titre d'information une liste de points de contact.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

(formule de politesse)

(signé) Luc FRIEDEN

Article 6 (3) de la décision-cadre :

Autorité judiciaire d'émission compétente :

Le juge d'instruction est compétent pour un mandat d'arrêt européen aux fins de poursuite et le Procureur Général d'Etat est compétent pour un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté.

Autorité judiciaire d'exécution compétente :

Le parquet, le Juge d'instruction et la chambre du Conseil près du tribunal d'arrondissement compétent et en appel le Procureur Général et la Chambre du Conseil près de la Cour Supérieure de Justice à Luxembourg.

Article 8 (2) de la décision-cadre :

Le Luxembourg déclare qu'il acceptera un mandat d'arrêt européen dans la langue anglaise.

Article 25 (2) de la décision-cadre :

Le Procureur Général d'Etat est l'autorité chargée de recevoir les demandes de transit et les documents nécessaires de même que toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit.

Les demandes de transit sont à adresser à l'adresse suivante :

Parquet Général

B.P. 15

L-2010 Luxembourg

Tél. : (00352) 47 59 81- 336

Fax: (00352) 47 05 50

Article 32:

La loi du 17 mars 2004 s'applique pour des faits commis postérieurement au 7 août 2002.

Adresses utiles :

1. Parquet Général

Tél. (00352) 47 59 81-336 pendant les heures de bureau.

Téléphone de service en dehors des heures de bureau : (00352) 021 224 652.

Fax : (00352) 47 05 50

2. Parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg

Téléphone de service : (00352) 47 40 76

Fax : (00352) 46 06 87

3. Parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch

Téléphone pendant les heures de bureau : (00352) 80 32 14 1

Fax : (00352) 80 24 84

Téléphone en dehors des heures de service : (via le réseau d'information des forces de l'ordre RIFO) (00352) 113

Fax RIFO : (00352) 49 97 83 99

4. Cabinet d'instruction auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg :

Téléphone de service : (00352) 021 22 46 54

Fax : (00352) 46 05 73

5. Cabinet d'instruction auprès du Tribunal d'arrondissement de Diekirch :

Tél. : (00352) 80 32 14-23
